

CIBLE

Euréka

Ils l'ont trouvée !
Quoi ? La recette
de l'équilibre
budgétaire, et
même celle de l'excédent.

Qui ? D'abord nos amis
grecs. Puis le président Chi-
rac qui a repris l'idée des
descendants de Pythagore.

Mais encore ? La technique
est simple : quand le budget
est trop en déficit, on enlève
tout ce qui dépasse. Par
exemple, les Grecs faisaient
abstraction de leurs dépenses
militaires et en rajoutaient
sur les recettes de Sécurité
sociale.

La révélation de l'entour-
loupe a inspiré notre prési-
dent qui a proposé de légali-
ser le tour de passe-passe :
n'a-t-il pas déclaré le 19
octobre que les dépen-
ses « stratégiques » devaient
échapper aux critères du
Pacte de stabilité ?

Jacques Chirac citait les
dépenses de recherche. C'est
vrai qu'elles sont décisives.
Mais les dépenses militaires
aussi ! Et les dépenses socia-
les pas moins ! Et le paie-
ment des fonctionnaires ?
Veut-on qu'ils meurent de
faim ?

On peut donc créer des
excédents fantastiques. Ceci
dans la parfaite transparence
puisque'il n'y aura plus de
budget national, mais seule-
ment des exceptions
budgétaires. Merveille de
l'inventivité humaine...

SOCIAL

Le travail sans le droit ?

Cambodge

**Succession
royale**

p. 4

Idées

**Jacques
Derrida**

p. 9

La plume serve

Patrick Le Lay a jeté dans la mare son pavé de l'ours (1). Serge Dassault, prend le contrôle du Figaro. L'indépendance de la presse est soudain redevenue, entre notables de la profession, un thème agréé de débats, dont la teneur peut surprendre des citoyens plus innocents que nous... s'il en est.

Nul n'ignore que les gros bataillons des journaux, de l'audiovisuel et de l'édition sont aux mains de marchands d'armes ou de béton ; pourtant, des professionnels feignent de s'en apercevoir avec effroi. Laurent Joffrin, premier au tocsin, prend la mise en tutelle de la presse pour un danger qui plane. Puisant à la rhétorique révolutionnaire, il attend d'une mobilisation citoyenne la tenue d'États généraux de l'information qui - son hebdo *Le Nouvel Observateur* a déjà inventé la recette - promulguent une charte concertant journalistes et actionnaires... Sa montagne de colère accouche donc d'une souris tricolore, qui ferait sourire, n'était que le prud'homme a lâché en passant des aveux éclairants : il incite ses confrères à se plier aux contraintes commerciales ou économiques qui permettent d'assurer l'équilibre financier - et

donc l'indépendance - des titres où ils travaillent (soulignons l'enchaînement : comme si l'indépendance découlait d'un équilibre financier obtenu justement en brandissant cette indépendance...)

Il distingue acrobatiquement l'information, jalousement soumise aux règles du métier, et les commentaires et éditoriaux dont l'orientation est à concorder avec les actionnaires ; enfin, il donne la susdite charte en modèle d'une prise de conscience par un débat en liberté... Bref, oubliant les conditions de travail de ses confrères, l'arbitraire qui régit leur nomination où leur éjection, la constante pression qui rend la ligne éditoriale asymptote à la logique d'entreprise, à ses intérêts publicitaires et ses adhésions politiques, il réduit la confrontation des acteurs de la presse avec les tenants du capital à un jeu de rôles auquel ne manquerait qu'une interactivité plus conviviale.

Avec l'impertinence que nous lui connaissons, Élisabeth Lévy s'est offert une avant-première de ce débat sur *France Culture* (2). Laurent Joffrin, Franz-Olivier Giesbert, Gilles Casanova, Claude Askolovitch et Philippe Val entourent Armelle Heliot, présidente de la Société des rédacteurs du *Figaro*, particulièrement sur la sellette depuis les déclarations de son nouveau maître, Serge Dassault. Citation : « Moi, j'ai toujours pensé qu'un journal doit faire vite parce que je n'ai pas le temps de lire les journaux. [...] D'ailleurs, je lis très peu ». A substituer aux citations de Beaumarchais sous le titre du journal, avec une première règle de conduite : ne pas toucher aux entreprises françaises, ni à la mienne ! Pour assurer cette cohérence, l'avionneur a changé en vitesse l'administrateur du journal.

Devant ce cas d'école, la classe journalistique se lance

dans un ballet d'arrogances et de dérobades.

Elle traite Dassault en orphelin ignare qu'il faut initier au monde et rassurer : non, les journalistes, quoique plus forts que lui (par leur intelligence ?), ne lui feront pas de mal, même dans un débat viril (sic !) ! Qu'il les laisse faire ! La liberté aussi est rentable, et le marché règle tout au mieux, même le sérieux de l'information ! La seule embûche est dans nos propres insuffisances, nos propres paresse, nos propres affiliations. C'est pas des patrons qui décident qu'on va écrire telle ou telle bêtise ! (3). En somme, ces flagellants, menés par ceux de gauche (actionnaires de *Charlie Hebdo* !), se disent littéralement prêts à envoyer des fleurs à Serge Dassault quand il aura compris son intérêt à avoir le journal le plus beau du monde - un journal vraiment libéré-libéral qui planera sans menace au-dessus d'un troupeau de journalistes minables, mais suffisants.

Nous ne rêvons pas. Rappelez ces précieux ridicules à la réalité ne sert à rien. Ils sommeillent, bercés par le réseau serré des avantages (coupables) et des accointances (honteuses) qu'ils confessent (sans repentir) pour mieux protéger leur servage.

Laissons Patrick Le Lay le dire : leur temps de cerveau disponible n'est même plus à vendre.

Luc de GOUSTINE

(1) Cf. notre commentaire « Télébiznesse » dans *Royaliste* n° 843.

(2) *Premier pouvoir*, samedi 2 octobre.

(3) Askolovitch.

royaliste 
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTAND REBOURN

SOMMAIRE : p.2 : La plume serve - p.3 : Les forçats de la fin - La cavale du baron - p.4 : Norodom Sihamoni - p.5 : Karzaïstan - p.6/7 : Vols, viols et autres méfaits - p.8 : La France en Afrique - p.9 : Jacques Derrida - p.10 : Escale au paradis - Assassine - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : De Minc à Camdessus..

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Les forçats de la fin

Au Forum social européen qui s'est terminé à Londres le 18 octobre, ce n'est pas la lutte finale qui était à l'ordre du jour mais la fin d'un mouvement qui avait suscité quelque espoir.

Nous avions craint que l'altermondialisme ne soit récupéré dans un jeu dialectique opposant les contestataires de la « mondialisation libérale » et les oligarchies transnationales.

Ce schéma séduisait le commissaire européen Pascal Lamy et les têtes pensantes de la Confédération Européenne des Syndicats. Nombre d'altermondialistes étaient prêts à entrer dans ce jeu qui leur donnait une représentativité mondiale sans que l'ordre des choses en soit sérieusement bouleversé.

Pour éviter une telle récupération d'autres voies étaient possibles, qui impliquaient un retour raisonné à l'action politique nationale.

Ces débats n'ont plus lieu d'être car les ultra-libéraux comme le petit groupe des « politiques » ont été floués.

L'altermondialisme ne sera pas la figure sympathique et inoffensive d'une « société civile mondiale » qui aurait maintenu une fiction démocratique utile aux oligarchies.

Il ne sera pas non plus le creuset d'un mouvement social et politique susceptible d'accomplir les révolutions nécessaires, par conquête démocratique de l'État.

Ce qui était déjà visible à Paris l'an passé a été amplement confirmé à Londres cette année. Le Forum social européen réunit des foules de moins en moins nombreuses

qui se complaisaient tantôt dans les invocations sympathiques mais sans portée (« faire l'Europe sociale ») tantôt dans le révolutionnarisme romantique : drapeaux rouges, faucilles et marteaux, chants d'autrefois – signes et symboles de ceux qui ont été les vaincus de l'histoire pour les terribles raisons que l'on sait.

Derrière le folklore, les extrémistes sont toujours à l'œuvre. On retrouve les hystériques de l'antisionisme qui se mêlaient aux gentils pacifistes au cours de l'hiver 2003. Et les groupes trotskystes croient fin de pactiser avec les islamistes contre l'impérialisme américain. C'est jouer avec le feu. Comme toujours lorsqu'un grand mouvement politique ou social s'effondre, les désespérés sont tentés de fuir dans la violence terroriste.

Les « politiques », nombreux à la direction d'Attac mais décalés par rapport à leur propre mouvement, sont pris en tenaille dans ces rassemblements internationaux dont ils ont eu l'idée. Entre les syndicalistes engagés dans la Confédération européenne des syndicats, qui voteront en faveur d'une « constitution » européenne ultra-libérale, et les ultras en keffieh qui carbutent à la haine, il n'est plus possible de se frayer un chemin. Il est temps de s'échapper d'un piège presque entièrement refermé.

Annette DELRANCK

La cavale du baron

Entre MM. Seillière et Raffarin rien ne va plus. Mais de quoi s'agit-il ? Larrons en foire ? Baron et poire ? Qui chevauche quoi ? Pour qui et pour quoi ? Quelle métafoire !

Bon. Je croyais que la brouille entre le Premier ministre en sursis et le faux baron Seillière pouvait se traiter en trois coups de badine. Ayant tout lu sur l'affaire, je bute sur une toute petite phrase de Jean-Pierre Raffarin répondant au président du Medef qui avait dénoncé la « bêtise économique » du gouvernement sur la question des restructurations : « *Quand le cheval trébuche, le cavalier doit se sentir un peu responsable* ».

Le cavalier, c'est manifestement Ernest-Antoine Seillière, qui aurait mal guidé sa monture. Bien.

Mais le cheval ? S'il s'agit du gouvernement, le Premier ministre avouerait que c'est le « baron » qui tient les rênes et manie la cravache : ce serait tout de même un peu fort de café. Si, creusant la métaphore, nous prenons le « cheval » comme image de la « négociation sociale », Ernest-Antoine ferait figure de maître écuyer – ce qui ne peut manquer d'énervier un peu plus les syndicalistes qui ne tolèrent pas le mors patronal.

Pour échapper au labyrinthe des interprétations sans rien perdre de la métaphore raffarinienne, j'observe quant à moi que tout le monde se cabre.

Ernest-Antoine Seillière a cru avoir obtenu du Premier ministre la liberté de licencier pour la « sauvegarde de la compétitivité » – autrement dit pour une éjection encore plus

rapide et facile des rouages humains. Jean-Pierre Raffarin avait accepté cette « solution » ultra-libérale mais les syndicalistes ont tellement protesté qu'il a dû atténuer la portée du projet de loi sur les restructurations : on se prépare à assouplir la réglementation, alors que le Medef voulait faire sauter toutes les barrières.

A gauche, certains affirment que MM. Seillière et Raffarin continuent de s'entendre comme larrons en foire. Je crois au contraire que le « baron » est vraiment fâché de la résistance de la poire. Comme les Maos de 1968, le président du Medef voulait tout, et tout de suite. Il ne veut pas voir que le Premier ministre est un cheval fatigué qui navigue au fil de l'eau (1), lâchant du lest aux groupes de pression qui crient le plus fort. Mais comme le débat parlementaire est loin d'être terminé, le Medef peut encore reprendre la main et se réconcilier avec le Premier ministre. A moins...

A moins, comme le suggère un de nos confrères du *Figaro*, qui tient évidemment ses informations de la bouche du cheval, qu'Ernest-Antoine, jugeant que Jean-Pierre mord la poussière, ait choisi de se faire la malle avec Nicolas Sarkozy.

Un baron en cavale ? Comme c'est fou, la vie...

Sylvie FERNOY

(1) Je fais don de cette superbe métaphore à M. Raffarin, pour le consoler des méchancetés qu'on lui balance à tout bout de champ.

Norodom Sihamoni

« C'était le royaume le plus puissant de la péninsule indochinoise, qui s'étendait du golfe du Siam, englobait le bas-Laos et le royaume de Pagan jusqu'à l'Annam. C'était, bien avant cela, la plus ancienne civilisation implantée sur ce territoire puisque les Khmers existaient déjà plus de deux siècles avant J.-C. Le pays était riche et les gens y étaient cultivés » (1)

Ce pays a toujours suscité des jalousies. Celles de ses voisins, notamment. D'où sa fragilité, malgré un potentiel – aujourd'hui en voie de reconstruction – économique et culturel important. Un pays où rien ne se fait comme ailleurs dans la région, où le bouddhisme du *petit véhicule* est prééminent depuis Jayavarman VII, où la vie politique, après vingt ans de guerres, s'organise dans la turbulence grâce à des solutions imaginatives. Un pays que les Français ont du mal à comprendre et que les plus déliants de nos commentateurs patentés considèrent comme un *royaume d'opérette*, rayant d'une ignare condescendance les millions de morts des guerres internes initiées par la C.I.A., puis par l'idéologie communiste.

Nul ne peut approcher le Cambodge sans s'attacher affectivement à ce pays et à ses habitants, écrit Madeleine Giteau. (2)

La fonction royale

Il aura fallu toute l'intelligence du roi Norodom Sihanouk pour que la *réconciliation* de 1991 ne sombre pas et pour que l'espoir subsiste encore aujourd'hui. C'est l'intelligence du nouveau roi, Sa Majesté Norodom Sihamoni, qui sera peut-être la clé dans la période d'incertitude qui s'ouvre. Les dernières élec-

tions législatives n'ont rien réglé. Les rivalités politiques, aiguës par quelques ambitions déclarées, augurent d'une nouvelle instabilité.

Lors de la crise de l'été 1997, le charisme et la diplomatie du Roi ont été déterminants. Chacun attend aujourd'hui du nouveau souverain des qualités comparables.

roi Sisowath, il est désigné à vie par le Conseil de la couronne. Or, Norodom Sihamoni descend des trois dynasties par son père et la rapidité avec laquelle le Conseil l'a élu montre que cette nomination a été obtenue sans difficulté. Peut-être l'augure que l'on attend beaucoup de lui.

Nous connaissons bien le nouveau Roi, pour l'avoir sou-



■ S.M. Norodom Sihanouk accueille son fils et successeur S.M. Norodom Sihamoni à l'aéroport de Phnom Penh le 20 octobre.

Danielle Guéret nous explique que le roi, qui règne mais ne gouverne pas, symbole de l'unité nationale, est le garant de l'indépendance du pays, de son intégrité territoriale, du respect des droits et des libertés des citoyens et joue un rôle d'arbitre dans le fonctionnement des pouvoirs publics. (3)

Descendant du roi Ang Duong, du roi Norodom ou du

vent rencontré et pour avoir eu avec lui de nombreuses conversations, toujours passionnantes.

Né en 1953, fils de Norodom Sihanouk et de Norodom Monineath, c'est un homme de culture, comme son père. Danseur étoile, il a continué une tradition artistique familiale : un père cinéaste et musicien, une sœur danseuse...

C'est aussi un homme d'une grande finesse d'esprit, dont l'apparente humilité révèle une incontestable grandeur et la conviction d'un destin.

C'est un diplomate. Les années passées à l'Unesco où il représentait son pays et son engagement dans les instances supérieures de la francophonie ont mis en lumière ses talents de négociateur. Néanmoins, son expression s'est fortifiée ces deux dernières années. Et ses discours les plus récents ont permis de voir la métamorphose d'un prince et l'assurance d'un roi.

Comme son père, c'est un attachement véritablement charnel qui l'unit au *petit peuple khmer*. Durant les années passées en France, il a été sans cesse au milieu de ses compatriotes exilés dans notre pays. Mais il a toujours tourné son regard et ses préoccupations vers Phnom Penh, vers ce pays auquel il va désormais vouer l'énergie de ses prochaines années.

De son palais, face au Tonlé Sap, bras du Mékong, fleuve de vie et de légendes, il saura assurer une présence discrète, mais efficace. Et les habitants de Phnom Penh, voyant flotter l'emblème royal, sauront que le Roi est là.

S'appuyant, à l'instar de ses illustres prédécesseurs, sur la cosmologie bouddhique, il devra lui aussi montrer qu'il est *çakravartin* (monarque universel).

Pendant ce temps, son père, l'ex-roi Norodom Sihanouk, méditera dans sa maison de la Croisade Royale à Siemreap, d'où il avait réglé la crise de l'été 1997. Diminué par la maladie, miné par les drames qui ont ensanglanté son pays et sa propre famille, il goûtera pour la première fois à la sérénité.

Robert GESNOT

(1) Gilbert Roussel - « *Indochine oubliée* », Les Créations du Pélican.

(2) Madeleine Giteau, ancien conservateur du Musée de Phnom Penh, professeur émérite de l'Université Sorbonne Nouvelle

(3) Guéret - « *Le Cambodge* », Ed. Kailash, prix franco : 21 €.

Karzaïstan

L'élection présidentielle du 9 octobre en Afghanistan a consacré le peuple afghan comme peuple souverain.

L'Afghanistan a tenu la gageure d'organiser des élections au suffrage universel avec dix-huit candidats dont une femme dans un pays encore largement en proie à la guerre. Neuf cents morts sont à dénombrer depuis le début de l'année. Mais pour l'occasion, et ne serait-ce que pour la forme, les chefs de guerre qui dominent hors de la capitale ont du se plier à la mécanique électorale. Le jeu des coalitions a, cette fois, traversé les appartenances ethniques. Pas partout certes, mais chez les adversaires d'Hamid Karzaï, les Tadjiks jusqu'au sein même de la famille Massoud, l'Ouzbek Rashid Dostom qui a dû troquer sa nature de général implacable pour le manteau de candidat, tel le loup revêtant la peau de mouton, un Amanoullah Khan à Herât, à l'ouest, le long de la frontière iranienne, opposé au potentat local Ismaël Khan, et ainsi de suite.

Les Pachtounes repasseraient-ils en position dominante ? C'est compter sans les ex-talibans. Délivré des seigneurs de la guerre, le président Karzaï ne devra-t-il pas finalement composer avec les groupes fondamentalistes si puissants au plan électoral comme l'ont montré les derniers scrutins au Pakistan mitoyen ? On voit mal en effet les contours d'une éventuelle troisième force. On comprend du coup les appréhensions face à des élections parlementaires. Une élection présidentielle est aisée à orchestrer et à manipuler. La manœuvre a été conçue et exécutée de main de maître par l'ambassadeur américain à

Kaboul, d'origine afghane, Zalmay Khalilzad. Mais les élections locales, c'est une autre paire de manches. Dans l'état actuel des choses, le risque existe soit d'une assemblée ingouvernable, soit d'une majorité islamiste. Une situation où un président auréolé d'une incontestable légitimité démocratique peut continuer à gouverner seul par décrets-lois, au nom des pouvoirs exceptionnels de la transition, est éminemment préférable, y compris pour la stabilité du pays. Mais jusqu'à quand cela peut-il durer ?

La réponse dépend de ce que compte faire de son pouvoir le nouvel oint du suffrage universel afghan. Visiblement, c'est le cadet des soucis du président américain, quel qu'il soit en janvier prochain. Les États-Unis, qu'ils soient républicains ou démocrates, n'ont dans ce pays qu'une seule et unique mission : traquer Ben Laden et ses partisans à cheval sur la frontière pakistanaise. La reconstruction, le développement, la lutte contre le trafic de drogue, la culture du pavot, ce n'est pas leur truc ou plutôt ce n'est pas la priorité. Que les Britanniques, l'Union européenne, s'en chargent s'ils le veulent. On ne les y force même pas. On a d'autres chats à fouetter. Irak, Afghanistan, deux poids deux mesures. Excès dans un sens, excès dans l'autre. Est-il si impossible de trouver un équilibre ?

Il n'est pourtant pas impossible d'imaginer que le précédent afghan puisse être utilisé en Irak. Les différences inhérentes aux deux situations ne sont pas infranchissables. Certes l'intégrité et la souveraineté de

l'Afghanistan n'ont jamais été remises en cause.

Il n'en va pas de même en Irak. Le temps n'est pas si loin où l'on appelait M. Karzaï le maire de Kaboul. S'il est possible de réduire le pouvoir des seigneurs de la guerre, au besoin en les intégrant au processus démocratique, pourquoi ne le serait-ce pas à Bagdad ? La seule différence vraiment décisive réside dans l'attitude américaine ici et là. Le Premier ministre Iyad Allawi se verrait bien appeler le Karzaï irakien. Il lui faudrait d'abord démontrer qu'il peut être au moins le maire de Bagdad. Il cherche à convaincre les Américains de réitérer avec lui l'opération qui a profité à Hamid Karzaï. Mais comment pourrait-il acquérir une quelconque légitimité si le triangle sunnite, théâtre principal des actions de résistance, était exclu du scrutin pour cause d'insécurité ? Une élection dominée par les chiites dérangerait alors d'autant moins les Kurdes que ceux-ci seraient confortés dans leur autonomie.

La grande différence est qu'en Afghanistan l'ONU a eu la haute main sur le processus électoral. En dépit de toutes les imperfections et contestations, l'essentiel est là. Il ne sert à rien d'attendre, comme le souhaiteraient les Américains, que tous les problèmes soient résolus, avant de procéder au scrutin. C'est au contraire l'élection qui seule permettra de commencer à les aborder. Tant qu'il n'en sera pas ainsi en Irak, le peuple irakien ne pourra pas s'estimer pleinement souverain au même titre qu'aujourd'hui le peuple afghan.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **JAPON** – À l'occasion de son 70^e anniversaire, l'impératrice Michiko a, dans un discours aux termes soigneusement codés, adressé implicitement des reproches à sa belle-fille la princesse Masako qui souffre d'un état dépressif depuis plusieurs mois. En mai dernier, le prince héritier Naruhito avait provoqué une vive émotion en mettant en cause le protocole imposé par l'Agence impériale responsable, selon lui, des problèmes de santé de son épouse. L'impératrice, dans son discours, a évoqué les brimades et humiliations qu'elle-même dut jadis subir, première roturière à entrer dans la famille impériale, de la part de l'Agence impériale. Pour préciser ensuite que son sens du devoir et de ses responsabilités lui avait permis de surmonter ces épreuves ajoutant que « maintenant que je regarde derrière moi, je me rends compte que chacune d'entre elles était une expérience nécessaire ».

♦ **ROUMANIE** – Sous réserve d'une approbation définitive par le Parlement, le gouvernement roumain a décidé d'accorder au roi Michel une indemnité de 30 millions d'euros pour les biens qui lui avaient été confisqués par le régime communiste en 1947. Il s'agit, en particulier, du château de Peles, aujourd'hui une des principales attractions touristiques pour le pays, qui devient donc une propriété de l'État mais dont le roi Michel pourra avoir l'usage pour des « occasions exceptionnelles ». La loi prévoit également que le palais Elisabeta, actuelle résidence du roi, mise à sa disposition par le gouvernement, restera à vie la demeure de sa fille aînée, la princesse Margarita, et de son époux le prince Radu.

♦ **BHOUTAN** – C'est en présence de la famille royale, des principaux ministres et des hauts fonctionnaires que le fils du roi, Dashi Gyime Khesar Namgyel, a été installé officiellement comme Choetse Penlop (héritier du trône) au cours d'une cérémonie solennelle. Le roi lui a remis les insignes de sa fonction (le sceau, l'écharpe jaune safran) et le Premier ministre a salué, dans son discours « Le Prince qui devenant aujourd'hui héritier du trône annonce que la paix, la stabilité et la prospérité dont bénéficie aujourd'hui le Bhoutan continueront dans l'avenir ». Après les cérémonies officielles, pendant plusieurs jours, des gens de toutes conditions sociales ont afflué au Palais pour féliciter et présenter leurs respects au prince héritier.

♦ **OMAN** – Le sultan Qabous Ben Saïd a nommé une troisième femme ministre, fait rarissime dans la région du Golfe où elles n'ont le droit de vote et d'éligibilité que dans trois pays. Ce sont donc maintenant trois ministères importants (Développement, Tourisme et Enseignement supérieur) qui leur sont dévolus. Dans le même temps une neuvième femme a fait son entrée au Conseil d'État. Le sultan poursuit ainsi, en dépit de la résistance d'une part importante de la population, une politique visant à accroître le rôle des femmes dans le sultanat.

Dans les relations du travail, la violence subie par de nombreux salariés est connue et mesurée. Elle n'est pourtant pas dénoncée par les grands médias, qui concentrent leur attention sur la petite délinquance : preuve en est le meurtre de deux inspecteurs du travail en cours d'enquête, qui a été brièvement traité comme un simple fait divers. Or la souffrance sociale s'accroît, sans que l'État songe à y remédier. Dans un ouvrage récemment publié, Gérard Filoche, inspecteur du travail connu pour son franc parler, expose concrètement les méfaits de l'ultra-libéralisme.

C'était, le dimanche 17 octobre, la *Journée mondiale du refus de la misère*. À Paris, l'association *ATD Quart-monde* et d'importantes personnalités se sont réunies comme d'habitude sur le parvis des Droits de l'Homme, place du Trocadéro.

Il y a eu des discours émouvants et des membres du Conseil Économique et social ont évoqué le souvenir du père Joseph Wresinski et de Geneviève de Gaulle, tous deux auteurs de rapports sur la grande pauvreté. Quelques-uns ont aussi commenté les statistiques publiées la veille par *Le Monde* : situation « préoccupante » ; « nécessité d'agir », « admirable dévouement » des militants associatifs...

Puis les militants ont repris le métro, tandis que les messieurs et les dames décorés de rouge ou de bleu retournaient à leurs affaires. Les *Pauvres* avaient eu leur journée. Comme « l'État ne peut pas tout faire », il faut et il suffit, dans le meilleur des mondes compassionnels, que chacun s'occupe de son prochain et que les dossiers soient bien gérés.

Manifestement, la mobilisation de dizaines de milliers de bénévoles ne suffit pas. Dans son dernier rapport, l'*Observatoire national de l'exclusion sociale* montre que la pauvreté

s'aggrave : les bénéficiaires du RMI n'ont jamais été aussi nombreux (1,2 millions, avec une augmentation de 10,5 % entre juin 2003 et juin 2004) et on compte environ un million de travailleurs pauvres dans notre pays : le travail à temps partiel contraint et les emplois saisonniers ne permettent pas de se nourrir convenablement et de payer son loyer : en 2003, 9 717 ménages ont été expulsés de leur logement, ce qui représente une augmentation de 122,9 % en cinq ans.

Cette misère est visible : les expulsés dorment dans la rue ou dans des centres d'accueil et les affamés font la queue dans la rue pour une soupe chaude. L'État qui ne peut pas tout faire, consent tout de même le minimum pour que cette forme de la violence sociale ne soit pas trop spectaculaire : le nettoyage social des centres urbains se fait de manière discrète et relativement efficace.

Mais il y a aussi une violence moins visible. Connue certes, massivement subie, elle ne mobilise pas du tout les dirigeants politiques : c'est celle qui touche durement, parfois mortellement, les hommes et les femmes au travail. Nous connaissons cette forme de violence parce qu'elle nous atteint personnellement ou parce que certains de nos pro-

ches la subissent, mais il est difficile d'en prendre une exacte mesure parce que cette souffrance est souvent muette. Un chômeur peut aller crier sa colère dans la rue, il n'a plus rien à perdre. Mais quand on ne paie pas les heures supplémentaires, quand on impose un temps partiel, quand on oblige à travailler dans des locaux dangereux ou insalubres, celui ou celle qui est victime d'un vol d'heures travaillées, d'un viol du droit du travail, de harcèlement moral et autres formes d'abus d'autorité hésite à se plaindre tant il a peur que le patron le sache et qu'il se retrouve dans la prochaine charrette de licenciements.

Par ailleurs, il est difficile de désigner clairement les responsables de ces violences cachées. Le petit patron est souvent dénoncé comme principal coupable des diverses formes d'exploitation des personnes au travail. Mais beaucoup de chefs de petites entreprises font de la sous-traitance et sont à la merci de groupes industriels puissants qui sont eux-mêmes soumis à la pression de leurs actionnaires. Les groupements patronaux (à commencer par le *Medef*) peuvent être à juste titre accusés, mais c'est tout de même le gouvernement qui présente des projets de loi et c'est le Parlement qui les vote - les

dirigeants politiques invoquant les directives de la Commission européenne, les décisions de la Cour européenne de justice ou les fameuses contraintes du marché globalisé.

Nous sommes dans une situation qui évoque la guerre de tous contre tous. Les groupes sociaux éclatent sous les effets de l'individualisation des situations et de l'externalisation des tâches. Les syndicats, affaiblis, sont débordés par les offensives du *Medef* quand ils n'en sont pas complices. Le parti au pouvoir s'efforce de sauvegarder les intérêts de ses clientèles, compose avec le *Medef* (quand il s'agit de la gauche) ou s'empresse de répondre à ses exigences comme c'est le cas depuis que Jean-Pierre Raffarin est entré à Matignon. Les citoyens ne s'y retrouvent plus car les mesures les plus rétrogrades sont masquées par de brillants habillages (*aider les Français à devenir entrepreneurs*), les mauvaises nouvelles (sur la hausse du taux de chômage) étant compensées par de belles promesses - celles du plan Borloo par exemple.

Hormis les militants spécialisés, personne n'a le temps, à vrai dire, de lire les ouvrages de critique sociale, compliqués et coûteux. L'isolement des salariés du privé (les ouvriers comme les

Vols, viol autres mé

s et faits

cadres) dans leur travail s'accompagne souvent d'un désarroi intellectuel qui aggrave les risques de détresse psychique. C'est ainsi que des millions de Français (et des centaines de millions de travailleurs dans le monde) ont le sentiment de vivre dans leur tranchée, sous un tir de barrage. La droite les incite à l'offensive. La gauche leur vante les avantages des infirmeries de campagne.

Gérard Filoche n'appréciera sans doute pas cette dernière phrase. Ancien dirigeant de la *Ligue communiste*, devenu un des principaux animateurs de la gauche du *Parti socialiste*, il croit sincèrement que le gouvernement Jospin a tenté de redresser la situation sociale - alors qu'il a surtout profité d'une reprise globale de la croissance due, pour une grande part, à la faiblesse de l'euro par rapport au dollar.

Ce point mériterait d'être longuement débattu, mais la question urgente est celle de l'exploitation des hommes, des femmes et des enfants - ici et maintenant.

Exploitation ? Cela sonne *marxiste*. On affirme en haut lieu que la formule est polémique, que l'important est de « remettre les Français au travail », qu'il faut être réaliste et que la critique doit être tempérée par les « réalités du terrain »... Or Gérard Filoche

reprend ce discours mot pour mot. Il n'a pas Marx à portée de la main, mais le Code du travail, c'est-à-dire des règles de droit qui s'imposent à tous - en principe. Il montre que les Français ne sont pas des paresseux, comme le prétendait un jour M. Raffarin, mais que beaucoup vivent comme des bêtes de somme. Il a l'expérience du terrain puisqu'il passe son temps dans les entreprises, grandes et petites. Et, loin des *idées abstraites*, il publie dans un nouveau livre des centaines d'études de cas - simples, concrètes, tellement parlantes qu'elles suscitent une immédiate colère.

Quelques exemples, tirés des *cahiers* de cet inspecteur du travail qui poursuit avec passion ses enquêtes alors qu'il pourrait jouir d'une fin de carrière paisible et confortable :

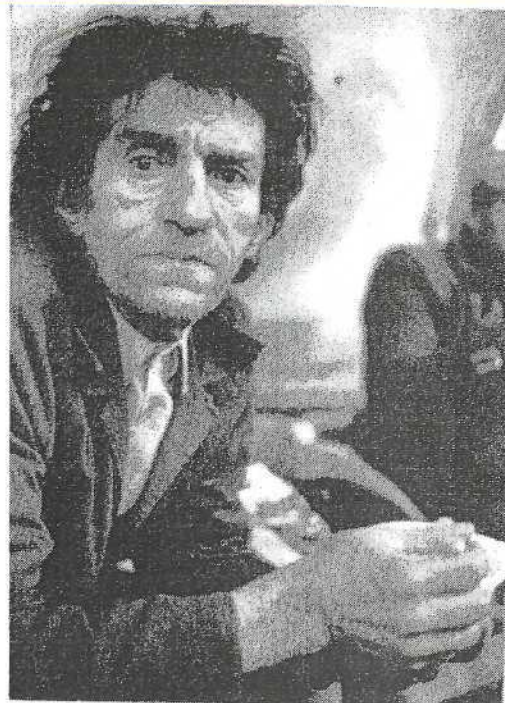
Les 35 heures. Pour clarifier un interminable débat, il suffit de montrer l'écart entre les prescriptions légales et la durée réelle du travail effectué par 22 millions de salariés : la majorité d'entre eux travaillent entre 40 et 60 heures par semaine - compte non tenu des temps de trajet, d'habillage et de pauses. On oublie en effet que la durée maximale de travail est, légalement, de 48 heures et qu'on peut demander l'autorisation de faire travailler quel-

qu'un 60 heures. Le patronat ne saurait se plaindre d'un insupportable carcan.

Les heures supplémentaires permettent donc de mettre beaucoup de souplesse dans l'organisation du travail. Encore faudrait-il que ces heures soient payées aux salariés selon les dispositions légales. Tel n'est pas toujours le cas. On méditera l'histoire du chauffeur de direction qui faisait entre 300 et 500 heures supplémentaires non rémunérées par an : un vol pur et simple qui touche les salariés de nombreuses professions.

Le travail de nuit était interdit aux femmes depuis 1892. Suite à une décision de la Cour européenne de justice, un gouvernement de gauche a effacé cette grande conquête ouvrière en 1992. Triste obligation ? Non pas ! Gérard Filoche nous rappelle qu'un arrêt des juges européens en date du 2 août 1993 a précisé que la France pouvait maintenir la loi de 1892 car la convention de l'OIT de 1919, qui la confirmait, était *d'essence supérieure* et conclue bien avant la mise en œuvre de la Communauté européenne. Mais l'interdiction n'a pas été rétablie.

Les accidents du travail touchaient en 1994 plus d'un million de personnes en France. Fatalité ? Les négligences en matière de sécurité sont nombreuses et les coupables peu sanctionnés. En outre, beaucoup de maladies professionnelles ne sont pas déclarées pour une raison très claire : une étude montre qu'en Île-de-France 54 % des salariés ayant déclaré un asthme professionnel ont



■ Plusieurs millions de pauvres et une misère de plus en plus visible.

perdu leur emploi dans un délai de deux à trois ans.

Le temps partiel... à plein temps est fréquent. On donne un contrat pour 130 heures payées comme telles mais le salarié travaille en fait 190, voire 210 heures par mois. C'est à prendre ou à laisser ! Comme il faut manger tous les jours, on accepte.

L'externalisation est une solution alléchante qui cache un piège. Le salarié est incité à quitter l'entreprise pour devenir son propre patron et bénéficier des commandes de son ancienne boîte. Formidable ! À ceci près qu'il doit payer, entre autre, la Sécurité sociale et travailler deux fois plus pour maintenir son revenu... quand on lui donne régulièrement du travail.

Gérard Filoche décrit des centaines de situations insupportables. Mais on prépare en haut lieu de nouvelles mesures destinées à accroître la *flexibilité* du travail et l'*attractivité* du territoire...

Yves LANDEVENEC

■ (1) Gérard Filoche - « *Cahiers d'un inspecteur du travail* », Ramsay, 2004, prix franco : 22 €.

La France en Afrique

Cinq siècles de présence française en Afrique représentent-ils une faute imprescriptible ou présagent-ils d'un avenir partagé ?

En introduction de son livre (1) Jean-Paul Gourévitch, universitaire, spécialiste du continent noir précise qu'il a recensé quatre cent sept ouvrages, publiés depuis 1960 sur la colonisation française en Afrique. Un quatre cent huitième est-il nécessaire dans un domaine où tout semble avoir été dit ? Tout, mais aussi le contraire de tout, ce qui justifie une telle publication dont le sous-titre *Vérités et mensonges* fixe l'objectif, là où la passion qui déforme l'emporte souvent sur l'objectivité. Pari tenu ? L'auteur, dans sa solide introduction note encore : « *Personne ne croit aujourd'hui à la pureté d'une narration historique* ». Rendons hommage à son honnêteté dans sa recherche d'une vérité parfois limitée par la complexité des situations et sa traque des mensonges dont le dévoilement ne sera pas toujours apprécié par certains tenants du *politiquement correct*.

Traiter de l'Afrique c'est, préalablement, aborder deux thèmes indissociables développés fort longuement : le regard porté sur l'homme noir et la *traite* de ce même homme. C'est, à de rares exceptions près, une image dévalorisante du *noir* qui s'impose à l'extérieur du continent, aussi bien dans le monde musulman que chrétien. « *L'Africain ne pense pas, ne réfléchit pas, ne raisonne pas (...)* élaborer un plan sérieusement ou induire

avec intelligence, c'est au-dessus de lui » Hegel résume ainsi le sentiment commun. Sans doute finit-on par lui reconnaître quelques qualités mineures : le sens du rythme, le respect des anciens, une hospitalité naturelle dès lors qu'il ne s'avise pas de dévorer son semblable ; cela ne va pas loin et justifie en quelque sorte la célèbre phrase de Jules Ferry « *Les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures* ». En France, l'image de l'Africain deviendra positive lors de la guerre de 14-18 lorsque sera vanté l'héroïsme des tirailleurs sénégalais ; la guerre terminée on en revient vite au *brav' Neg'* du « *Y a bon Banania* » qui a fait hurler d'indignation tant d'intellectuels africains, Senghor en particulier dans son grand poème *Hosties noires*.

Dès lors faut-il s'étonner que ces *sous-hommes* ne soient considérés que comme des marchandises, objets de la traite, étudiée dans toutes ses désastreuses conséquences. Objet de virulentes controverses – il s'est même trouvé quelques spécialistes (?) pour estimer qu'elle fut une chance pour l'Afrique – des mises au point s'imposaient. Une fourchette de victimes aux limites de l'invraisemblable, allant de quatre à deux cent millions de victimes. Une responsabilité de l'Occident unilatérale toujours dénoncée, un oubli permanent de la traite arabo-islamique tout autant sinon davantage prédatrice, elle a

débuté au IX^e siècle pour se terminer officiellement en 1980 en Mauritanie. Jean-Paul Gourévitch rappelle que la 3^e Conférence internationale contre le racisme, tenue à Durban en 2001 a voté une mise en accusation des négriers occidentaux et une demande de réparation et de repentance sans dire un mot de la traite arabo-islamique, sans davantage mentionner l'aide massive, sans laquelle il n'y aurait pas eu cet abominable commerce, apportée par des Africains pourvoyeurs de leurs infortunés congénères.

Saint Louis du Sénégal fut fondée en 1659. Depuis lors la France est officiellement présente dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, une présence qui, sous de multiples formes, se perpétue de nos jours. Conquête, organisation, colonies proprement dites – soixante ans tout au plus – pillage, exploitation suivi d'un néocolonialisme aussi pervers selon les uns, œuvre civilisatrice et émancipatrice pour d'autres.

« *L'histoire de la colonisation française est le plus souvent une histoire de la France colonisatrice (qui) se déroule simultanément sur deux terrains, en Afrique et en France* ». Cette histoire est développée dans des pages denses, précises, documentées. Elle fut souvent tumultueuse avec ses contradictions, ses hésitations, ses échecs, parfois sanglants mais aussi ses incontestables réussites en particulier dans les domaines de la

santé et de l'enseignement. *L'Empire français* se construit, s'épanouit pleinement, s'offre en modèle au monde lors de l'exposition coloniale de 1931, puis, sous l'effet de causes diverses, en particulier la deuxième guerre mondiale, se lésarde, se disperse en plusieurs États. 1960 marque une fin, non pas la fin de l'aventure africaine de la France. Elle se perpétue sous de multiples formes, pas toujours heureuses, soit par des interventions directes musclées pour soutenir ou sauver certains régimes, soit de façon plus discrète à l'aide de réseaux parallèles et officines plus ou moins douteuses. L'auteur consacre de longs développements à la coopération instituée, ses succès mais aussi ses échecs parfois gigantesques. La France a été, est encore, généreuse, sans doute pas assez regardante sur l'utilisation des fonds distribués. État après État un bilan politique, économique, social et humain est présenté, on sort atterré de cette lecture et l'on peut légitimement poser la question : À quoi bon ? Tant d'efforts au profit de qui ?

Jean-Paul Gourévitch ne sombre cependant pas dans l'afro pessimisme. Il a l'élégance de ne pas proposer une quatre cent huitième recette pour sortir l'Afrique de ses difficultés. En revanche, il fait comprendre avec force que mettre perpétuellement ces difficultés au passif de la France – pour mieux cacher ses propres turpitudes qui expliquent bien des choses – est sans avenir. Il rappelle que « *l'amitié, c'est pouvoir parler en toute franchise à celui qu'on aime* ». Une Afrique pleinement réconciliée avec l'ex-métropole est une espérance. Combien d'Africains liront ce beau livre qui sert si bien, même indirectement, leur cause ?

Michel FONTAURELLE

❏ (1) Jean-Paul Gourévitch - « *La France en Afrique – cinq siècles de présence : vérités et mensonges* », Le Pré aux Clercs, prix franco : 16,50 €.

Jacques Derrida

En saluant Jacques Derrida il ne s'agit pas pour moi de sacrifier à une sorte d'exercice obligé ou de rite satisfaisant. Je n'ai jamais été son disciple, ni même son lecteur très attentif. À dire vrai je l'aurais presque méconnu ou dédaigné par désaccord philosophique initial, si des amis sérieux ne m'avaient intimé de le considérer comme un penseur authentique et si la découverte de certains de ses textes ne m'avait touché plus que je pouvais le prévoir. Au terme de sa vie, je ne puis encore qu'avouer un désaccord de fond sur les thèses de la déconstruction avec cette nuance importante que son dépassement de la critique heideggerienne de la métaphysique inscrit toujours Jacques Derrida dans une identique tradition philosophique, celle qui ne cesse de replonger dans les textes fondamentaux, même pour les *déconstruire*. D'un certain point de vue, c'est toujours un classique qui se tient d'abord pour héritier et ne dédaigne presque aucun interlocuteur possible, pourvu qu'il donne à penser.

Il me faut donc faire part d'une expérience un peu étrange, qui s'est trouvée portée, depuis l'annonce de la mort de l'auteur de la *grammatologie*, presque au paroxysme. Beaucoup de préjugés sans doute, un certain climat que l'on peut rapporter à ce qu'on a pu désigner comme la *pensée 68*, sans oublier les manœuvres organisées contre l'arrivée de Pierre Boutang à la Sorbonne, tout conspirait à ostraciser en moi un adversaire intellectuel qui semblait solidaire d'une dérive nihiliste de la pensée et de la société. Et puis ce n'était pas cela exactement. S'il y avait complicité de Deleuze et Derrida sur le terrain de l'ontologie, il n'y avait pas totale adéquation. Il y avait même des différences troublantes. Même s'il refusait de se faire enfermer dans son appartenance juive, Derrida ne pouvait être indifférent au destin juif et même à l'expérience religieuse. Ce qui n'était que *connerie* pour Deleuze était digne d'attention pour lui, qui se trouvait en complicité avec Emmanuel Levinas et s'intéressait directement au travail de Jean-Luc Marion pour libérer la foi des entraves de l'ontothéologie et qui confiait même que la *prière* ne lui était pas étrangère. Bien sûr, ces traits singuliers ne sauraient justifier aucune stratégie récupératrice de type théologique à partir d'une pensée radicalement athéologique mais non nihiliste.

C'est un paradoxe, sans aucun doute. Mais de même que la déconstruction suppose piété à l'égard de ce qu'elle démonte, de même elle prétend ouvrir de nouvelles possibilités de penser qui ne sont jamais sans rapports avec la mémoire. Il est ainsi question d'une messianité sans messianisme : « *Nul à venir sans quelque mémoire de quelques promesses messianiques, d'une messianité plus vieille que toute religion, plus originaire que tout messianisme.* » Il est ainsi des terrains de recherche et des concepts derridiens qui me touchent particulièrement, alors même que je ne partage pas leurs présupposés anti métaphysiques. Ainsi, par exemple le concept de l'hospitalité : « *Tout arrivant n'est pas*

reçu comme hôte s'il ne bénéficie pas du droit à l'hospitalité ou droit d'asile. Sans ce droit, il ne peut s'introduire chez moi, dans le chez soi de l'hôte que comme parasite, hôte abusif, illégitime, clandestin, passible d'expulsion et d'arrestation. » Comment ne pas ressentir ce qu'il y a de fort dans cette façon de concevoir un horizon sans horizon, une illimitation de l'hospitalité inconditionnelle, alors même que les contraintes du politique imposent par exemple une limitation de l'immigration. Derrida n'est pas un extrémiste, il comprend certaines nécessités institutionnelles, mais ainsi qu'il le confiait à Elisabeth Roudinesco, il lui importait de ne se référer à une hospitalité conditionnelle que lorsqu'on a posé en préalable ce qu'il y a d'immaîtrisable dans l'hospitalité.

J'en dirais autant du *pardon* qui l'a aussi beaucoup retenu, eu égard à une actualité très prégnante, qu'il s'agisse de la repentance ou de l'entreprise menée par Nelson Mandela après la chute de l'apartheid. Il s'opposait même dans ce domaine à l'attitude de Jankélévitch qui au nom de l'imprescriptible, affirmait qu'il ne pouvait être question de pardonner les crimes contre l'humanité parce qu'ils portent atteinte justement à l'humanité de l'homme, c'est-à-dire à la *puissance de pardonner elle-même*. Derrida plaide lui, pour l'inconditionnalité du pardon qui suppose qu'il puisse s'exercer sans que les criminels l'aient imploré. Là encore, le concept excède toute prudence politique. Il ne se confond pas avec l'amnistie qui relève d'une *thérapie de la réconciliation* ou d'une écologie de la paix sociale. « *Un pardon finalisé n'est pas un pardon, c'est seulement une stratégie politique ou une économie psychothérapeutique.* »

par Gérard Leclerc



En défendant l'idée d'un *pardon pur*, Derrida n'entend pas s'opposer à la relativité politique. Il cherche à comprendre autrement la politique, notamment à l'heure où l'horizon de la Révolution se trouve discrédité par l'échec du communisme. « *Il n'existe pas de responsabilité éthique, d'ailleurs, ni de décision digne de ce nom qui ne soit, par essence, révolutionnaire, qui ne soit en rupture avec un système de normes dominant, voire avec l'idée même de norme, et donc d'un savoir de la norme qui dicterait ou programmerait la décision.* » Avec son ouvrage *Spectres de Marx*, le philosophe s'était montré sensible à une mélancolie de l'idéal manqué, effondré même, refusant de s'aligner sur une normativité économique libérale. C'est ce Derrida là qui m'est le plus accessible, d'autant que j'apprécie aussi dans sa manière une probité qui le garde de certains vertiges idéologiques. Ainsi est-il sensible aux folies du *constructivisme pur*, s'il se démarque du naturalisme. Ce n'est pas pour autant que je le suivrais dans toutes ses démarches politiques, parfois un peu curieuses, sinon contradictoires. N'approuvait-il pas l'initiative de Noël Mamère tout en voulant effacer le *mariage* du code civil et en affirmant son respect intact pour un mariage exclusivement religieux ? En même temps, il semblait défendre implicitement la polygamie ! Déconcertant Derrida, aventurier de la pensée, prodigieusement subtil et pour cela hors norme. Qu'il soit donc permis à un non-disciple de saluer sa mémoire...

■ Jacques Derrida et Elisabeth Roudinesco - « *De quoi demain...* », Champs Flammarion, prix franco : 11 €.

■ Jacques Derrida - « *Foi et Savoir* », Essai Seuil, prix franco : 8 €.

Assassine

De plus en plus fréquemment, les auteurs de romans noirs investissent le champ de la bande dessinée. Des collections particulières leurs sont réservées où, associés à de jeunes dessinateurs, ils donnent libre cours à des imaginations machiavéliques.

Avec *Assassine* Taymans au dessin et Delperdange au scénario nous livrent une bédé hybride. Un musicien hanté par la mort de sa femme, un vieillard versé dans les sciences occultes marié à une femme étrange, un enfant invisible nouent des rapports équivoques. Par-dessus plane la présence du fantôme de la femme du musicien peut-être assassinée. Le lecteur oscille entre deux genres, Delperdange le promène, l'égare avec une maîtrise du récit entre policier et fantastique où son plaisir est total. L'atmosphère, pesante, défile et suit le musicien qui peu à peu entre dans une autre réalité qu'il ne contrôle pas. La nuit des superstitions est son décor jusqu'à un dénouement digne des meilleurs romans noirs où l'intrigue se clôture sur une fin trop humaine. Taymans utilisant une ligne claire contemporaine, alternance de clairs-obscur et de nocturnes, illustre l'histoire avec efficacité dans le paysage d'une petite ville étouffant sous le poids de secrets et des obsessions.

Il faut parfois explorer les bacs de B. D. pour découvrir de ces perles où le noir rencontre et se renforce des peurs les plus primitives des hommes es-soulés face à leurs interrogations les plus séculaires.

Bruno DIAZ

▣ Taymans & Delperdange - « *Assassine* », Casterman, Collection Romans, prix franco : 15 €.

Escale au paradis

Marin dans sa jeunesse, Alain Jaubert a exercé divers métiers comme on court à l'aventure, au gré des mots, des images et des rêves, avec en main la carte d'un pays perdu ou d'un détroit obscur. Voilà un homme qui sait vivre, et le dit bien.

Alain Jaubert s'adresse à la confrérie discrète mais innombrable des bourlingueurs. Tard publié mais longuement médité et écrit, ce premier roman le désigne à ses jeunes et vieux compagnons comme un excellent guide dans l'aventure quotidienne - celle qui nous attend au coin de la rue.

Guide ? Point de méprise ! L'ancien pilotin, qui faillit perdre sa jeune vie dans un car de police à l'époque de Raymond Marcellin (*l'affaire Jaubert*, c'est lui) avant de se passionner pour les sciences et les arts, n'a pas écrit le livre d'un accompagnateur cultivé, à l'intention d'aimables touristes. Il n'est pas non plus de ceux qui racontent devant les caméras les guerres qu'ils n'ont pas faites en dressant les émouvants portraits de héros qu'ils ont à peine croisés.

Lire Alain Jaubert, c'est s'asseoir à la table d'un homme qui vous a paru d'emblée sympathique, écouter une première histoire, puis le suivre au hasard de ses déambulations nocturnes.

Cette fois, vous le rencontrerez au *Val Paradis* (1), autrement dit Valparaíso - *valle del paraíso*, la vallée du paradis - vieux port mythifié mais qui tient, comme tant d'autres, toutes les promesses attachées à son nom. Brève escale, mais nuit d'une immense richesse - tout un monde de saveurs, d'odeurs fortes, de dangers, de

plaisirs qui paraîtront vulgaires aux esprits délicats. Il va sans dire que la bourlingue n'est pas une promenade familiale, ni même une escapade d'esthètes décadentistes. Une escale, pour un marin, c'est de l'alcool, des bagarres et des filles. On y laisse en général ses tripes et ses boyaux - ainsi commence le livre - sa santé et parfois sa vie si les couteaux sortent des poches.

Vous l'avez deviné : Valparaíso est un petit paradis terrestre qui abrite mille coins et recoins d'enfer. Paradis non point perdu mais cité fragile qui pourrait s'écrouler en un rien de temps dans le fracas d'un tremblement de terre et qui abrite, pour l'heure, des commerces que la morale réprouve. *Valparaíso, un seul quai, cent bordels* : cette description lapidaire, c'est le seul guide de la ville qui vous sera vraiment utile au tout début d'une virée magnifique.

Le reste, l'essentiel, on le découvre par soi-même ou plutôt, on l'invente en chemin en mélangeant les alcools et les crustacés au-delà de ce qu'un estomac humain, rien qu'humain, peut d'ordinaire accepter. C'est une invention collective, qui se fait dans les bars et les claques avec des histoires vraies, étranges, terribles ou merveilleuses racontées par les copains de bordée et les amis de rencontre. Des histoires de tempêtes, de naufrages, d'amours adoles-

centes, de passions compliquées sur une île presque déserte... Des histoires qui vous sont arrivées ou dont on fait la confidence - par exemple une nuit sur le canal du Panama. Souffrances, violence, noyades, meurtres, frayeurs, ruptures : au creux de la nuit, tandis que monte l'ivresse, on est happé par cent drames et tragédies qu'Alain Jaubert a consignés sur son carnet de route comme tout bon capitaine.

Qui ne le sait : toute virée digne de ce nom implique une halte plus ou moins prolongée dans un ou dans plusieurs bordels - selon sa curiosité, son appétit et l'ardeur des compagnons qui vous entraînent. Crudité des mots, poses normalement provocantes... Qu'on ne joue pas les blasés : Vera, Doris, Linda, Rosa sont intelligentes, et peuvent se montrer, si le visiteur d'un soir en vaut la peine, tendres et généreuses.

Les voyeurs passeront leur chemin. Cette escale au paradis n'est pas la confession aguicheuse d'un noceur mais l'œuvre d'un admirable écrivain. Après tant de descriptions besogneuses, les évocations érotiques (oh ! Paola, Paola !) d'Alain Jaubert sont d'une fraîcheur parfaitement émouvante. Sans doute parce que ce vieux bourlingueur est un amoureux des mots - noms de villes, de navires et de breuvages, enseignes et maxims en langues diverses qui invitent au départ, vers d'autres escales.

Yvan AUMONT

▣ (1) Alain Jaubert - « *Val paradis* », L'Infini, NRF Gallimard, 2004, prix franco : 23,50 €.

CONSEIL NATIONAL

La prochaine réunion du Conseil national de la NAR se tiendra à Paris, le dimanche 28 novembre. Merci aux membres du Conseil national de prendre note de cette date.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 19 et 20 mars 2005. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 19 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "La réforme des corps centraux de l'État" et, d'autre part, "Le démantèlement du droit social".

Merci de noter cette date sur vos agendas.

CHANSONS

Nous disposons encore d'un petit stock de cassettes et de CD de chansons royalistes. Ce stock ne sera pas renouvelé, la maison d'édition n'existant plus. La liste des titres encore disponibles vous sera envoyée sur simple demande en téléphonant au 01.42.97.42.57.

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services. Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos besoins.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 10 novembre :** La tragédie que vit l'Afrique post-coloniale peut-elle être expliquée par l'histoire de ce continent ? Et les Français, présents depuis cinq siècles en Afrique, doivent-ils être tout particulièrement accusés ? Traite des Noirs, violence des colonisateurs - voici longtemps que le procès est instruit et les coupables désignés.

Spécialiste de l'Afrique et de l'immigration, enseignant à l'université de Paris XII, **Jean-Paul GOURÉVITCH** estime qu'on ne saurait en rester à un constat qui n'est pas exempt de clichés. C'est pourquoi, après publication d'une quarantaine d'ouvrages, il a décidé d'examiner dans un

nouveau livre le bilan de « **La France en Afrique** » et de faire la part aussi juste que possible entre les vérités, positives ou fâcheuses et les mensonges aujourd'hui largement diffusés. Ceci dans la perspective d'un partenariat qui sera d'autant plus solide que le passé sera de part et d'autre lucidement assumé.

● **Mercredi 17 novembre :** Au Cambodge, Norodom Sihamoni a pris sa retraite et c'est un de ses fils qui a été élu à l'unanimité par le Conseil de la couronne. Qui est Norodom Sihamoni, nouveau roi d'un peuple riche d'une civilisation vieille de plus de deux mille ans ? Quelle situation politique cet ancien ambassadeur auprès de l'Unesco a-t-il trouvée en retournant dans son royaume ? Homme de culture, le nouveau souverain est-il en mesure d'accompagner les mouvements de l'histoire cambodgienne ?

Nous avons demandé à notre ami **Robert GESNOT**, fin connaisseur du Cambodge qui a eu de nombreuses conversations avec le nouveau roi (cf. *Royaliste* n° 846) de nous présenter « **Le royaume du Cambodge à l'orée du XXI^e siècle** ». La réunion se tiendra en présence de Son Excellence Yao Chant Rith, ambassadeur itinérant du roi, et de plusieurs amis cambodgiens.

● **Mercredi 24 novembre :** Professeur agrégé, **Géraud POUMARÉDE** enseigne à l'université de Paris XII. Spécialiste de la question d'Orient, il vient de publier un nouvel ouvrage historique, « **Pour en finir avec la croisade** », qui constitue une mise en point majeure dans les controverses actuelles sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Faut-il vraiment inscrire ces controverses dans la continuité d'un conflit de culture religieuse et de civilisation qui aurait radicalement opposé une Europe chrétienne à des Ottomans tout entiers animés par la foi musulmane ? Peut-on, en étudiant la perception de la menace turque dans une partie de l'ouest européen, parvenir à une compréhension plus juste et plus fine des relations entre « **L'Europe, le Pape et les Turcs** » et mieux discerner les véritables rapports de force entre les puissances européennes ? Un éclairage historique indispensable, loin des polémiques ordinaires.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

De Minc à Camdessus

Fièrement intitulé « *Vers une nouvelle croissance pour la France* », le rapport rédigé par Michel Camdessus ne mérite pas le moindre mot de colère. Il faut lui accorder une attention froide, parce que Nicolas Sarkozy a salué avec enthousiasme le travail accompli par le rapporteur et par son groupe d'experts. Le futur candidat à la présidence de la République a désormais entre les mains son programme de gouvernement : voilà qui est clair. L'importance de la matière exige une première série d'analyses destinées à établir sa plus ou moins grande toxicité.

Du point de vue sociologique, le rapport Camdessus se présente comme un pur produit oligarchique : c'est notre très provisoire ministre de l'Économie qui avait demandé à l'un des proches conseillers du chef de l'État (entre autres...) de se pencher sur « les freins à la croissance ». Il paraît en outre utile de préciser que le rapporteur est la pure incarnation de la fraction financière de l'oligarchie puisque Michel Camdessus est gouverneur honoraire de la Banque de France et, surtout, ancien président du Fonds monétaire international. A ce poste, il a appliqué avec une rigueur impitoyable les prescriptions ultra-libérales qui frappent les populations des pays pauvres.

Si l'on prend la chose sous l'angle de la littérature idéologique, le texte se situe de toute évidence dans la droite ligne du rapport Minc (qui avait inspiré le programme d'Édouard Balladur en 1995) et du gros livre fabriqué par et pour la classe dirigeante sous l'égide de Roger Fauroux (1).

La technique de l'auteur est de facture très classique : l'énoncé programmatique est précédé d'un chantage qui vise à mettre en condition l'opinion publique. Comme Roger Fauroux, Michel Camdessus proclame que nous allons à la catastrophe si les mesures qu'il préconise ne sont pas adoptées : nous sommes avertis que la France « décroche » et qu'elle doit choisir le « sursaut ».

Le procédé d'intimidation s'appuie comme d'habitude sur une



apparence de scientificité : comme le rapport d'Alain Minc, celui de Michel Camdessus est le résultat du travail d'un « groupe d'experts indépendants ». Prévenus contre les illusions de l'expertise (2) nous sommes en droit de nous demander quelle est au juste l'indépendance de tel dirigeant de compagnie d'assurance (AXA en l'occurrence) par rapport aux intérêts qu'il a pour mission de défendre, à ses propres avantages et aux préjugés de son milieu.

L'argumentaire subliminal ne nous est pas moins familier. Il évoque irrésistiblement le discours que tenaient les dirigeants soviétiques : s'il subsiste des problèmes dans le camp socialiste, c'est que le

« socialisme réel » n'est pas encore complètement réalisé. De même, les mécomptes de l'ultra-libéralisme exigent toujours plus de libéralisme...

Bien entendu, le rapport de Michel Camdessus est présenté sous un habillage seyant, tissé de proclamations moralement correctes : il est question de « reconstruire notre cohésion sociale » et de prendre part au « combat contre l'extrême pauvreté qui ravage un monde d'abondance ». Mais le catalogue des propositions est rédigé dans la langue de bois en usage dans les cercles technocratiques français et européens : l'obscurité des mots masque la violence du propos.

Un premier décryptage permet d'établir que Michel Camdessus veut durcir la ligne ultra-libérale : suppression des augmentations annuelles du Smic ; réduction drastique du nombre des fonctionnaires ; recherche systématique de l'excédent budgétaire ; obligation pour les chômeurs d'accepter n'importe quelle sorte de travail, n'importe où et à n'importe quel prix ; déréglementation des professions « fermées », des pharmaciens aux chauffeurs de taxis ; réduction du nombre de nos postes diplomatiques ; allègement de la fiscalité sur le capital ; poursuite de la destruction du Code du travail au nom de la flexibilité et de la mise en concurrence de tous contre tous...

Tel serait « le creuset de notre destin ». C'est un programme de lutte de classes, une déclaration de guerre au peuple des salariés et des fonctionnaires. C'est le programme de Nicolas Sarkozy.

Bertrand RENOUVIN

(1) Roger Fauroux, Bernard Spitz, *Notre État*, Robert Laffont, 2001. Cf. la critique publiée par Sylvie Fernoy dans *Cité* n° 37-38.

(2) Cf. Jacques Sapir, *Les économistes contre la démocratie*, Albin Michel, 2002.